

SAISI EN RÉFÉRÉ PAR LES RÉSIDENTS DE LA CITÉ BOIS DES PINS

Le tribunal de Bir Mourad Raïs déboute les plaignants

Le tribunal administratif de Bir Mourad Raïs (Alger) a rejeté la plainte en référé déposée dans l'affaire de la cité du Bois des Pins. Après un ajournement d'une semaine, la juge en charge du dossier a rejeté la plainte arguant que la partie plaignante n'a pas la qualité requise à cet effet.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Selon la justice, la plainte déposée au nom de l'association du bâtiment G, un des trois immeubles de la cité Bois des Pins, n'est pas conforme à la réglementation du fait que l'association en question a enfreint la loi régissant le mouvement associatif. On reproche à l'association du

bâtiment G de ne pas avoir procédé au renouvellement de son bureau. De ce fait, les résidents de la cité Bois des Pins ont décidé de déposer une autre plainte en référé d'heure à heure à titre individuel. Ainsi, l'opération de collecte des signatures a été entamée hier dans la matinée et le dépôt de plainte est prévu pour aujourd'hui.

Les habitants de la cité Bois des Pins ont déposé une plainte en référé pour «ramener le tribunal administratif à suspendre les travaux engagés par la Wilaya d'Alger pour le défrichement de la forêt du Bois des Pins». D'ailleurs, un membre du collectif des avocats a plaidé «l'urgence d'une prise de décision du tribunal administratif portant suspension des travaux engagés par l'entreprise Batigec». Il est à noter que les habitants de la cité Bois des Pins ont déposé deux plaintes auprès du tribunal administratif de Bir

Mourad Raïs. La première de fond a porté sur la légalité des travaux, ainsi que sur la priorité du terrain, bien indivis des habitants propriétaires.

La seconde, déposée en référé, avait pour objectif de «stopper immédiatement les travaux jusqu'au jugement de fond», comme le stipule la loi. Une troisième plainte a été déposée au niveau du tribunal pénal de Bir Mourad Raïs contre «la police pour violences, agressions et destruction de biens d'autrui», des plaintes accompagnées de plus de quinze certificats

médicaux légaux. Le projet d'un parking à étages que tient à réaliser l'APC au niveau de l'unique espace vert que compte le quartier Bois des Pins à Hydra a suscité la colère des riverains qui ont protesté et qui continuent de protester pour que les autorités reviennent sur leur décision.

Les habitants de la cité Bois des Pins ont saisi également toutes les autorités, dont le ministre de l'Environnement, afin qu'elles interviennent pour sauver «un cadre de vie», mais leur appel est resté sans écho. **A. B.**

BOUFARIK

Des mécontents bloquent le train Alger-Blida

Des dizaines de citoyens de Boufarik ont bloqué, hier vers 11 h, la circulation du train Alger-Blida, en barricadant la voie ferrée à l'aide de troncs d'arbre et de blocs de pierre.

Les raisons ayant poussé ces citoyens à agir de la sorte est, selon des protestataires, l'insécurité qui règne dans la ville de Boufarik, notamment au niveau du chantier de réa-lisation d'une trémie, à l'arrêt depuis 2006.

Cet endroit est devenu un véritable coupe-gorge, nous disent-ils, puisque plusieurs agressions criminelles y ont eu lieu. Les victimes se comptent par centaines, ajoutent-ils, et les dernières d'entre-elles ont fait l'objet, samedi dernier à l'aube, d'abominables agressions par des inconnus avant de les délester de leur argent alors qu'elles se dirigeaient vers le marché de Boufarik.

C'était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, sou-tiennent-ils. «Il fallait alerter les autorités locales sur notre crainte. Un acte pareil était la seule alternative pour mon-trer notre détermination à faire cesser tous ces crimes, car

personne n'a fait cas de notre inquiétude», nous dira un citoyen qui n'arrive toujours pas à oublier le jour où une bande de malfaiteurs a arrêté un bus pour agresser et dépouiller les passagers de leurs biens.

Les citoyens de Boufarik exigent des autorités locales l'achèvement des travaux de cette trémie, devenue source de tous leurs malheurs.

Selon des personnes proches de l'APC de Boufarik, nous avons appris que le détenteur du projet de la trémie a été mis en demeure pour terminer les travaux dans les plus brefs délais mais ce dernier nous a fait savoir qu'il a retardé les travaux car aucune réponse ne lui a été signi-fiée quant au changement d'itinéraire en vue de contourner la voie ferrée.

A noter que le taux d'avancement des travaux de cette trémie a atteint 60%. En attendant sa livraison, les citoyens de Boufarik craignent le pire. Les criminels agissent sans foi ni loi pour délester leurs victimes de leurs biens.

M. B.

NAÏT ABDELAZIZ À PROPOS DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE :

«Il y a un problème de gouvernance et de transparence»

Pour le président de la CNPA, Naït Abdelaziz, au lieu de faire dans l'innovation, la recherche, la création de richesses et d'emplois, l'entre-prise algérienne est réduite à la gestion des problèmes ordi-naires de tous les jours. A cinq mois de la fin de l'année en cours, la facture des importa-tions dépasse les 43 milliards de dollars, selon ce dernier.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Intervenant à l'occasion d'une ren-contre-débat organisée hier au centre de presse d'Algeria-Invest, le prési-dent de la Confédération nationale du patronat algérien, Mohand Saïd Naït Abdelaziz, n'a pas caché son inquié-tude quant à la hausse de la facture des importations algériennes.

«La situation économique du pays assiste aujourd'hui à une dépendance

accrue vis-à-vis de l'extérieur avec une facture d'importation estimée entre 43 et 45 milliards de dollars alors que nous sommes seulement à cinq mois de la fin de l'année en cours», s'est-il désolé.

Pour le patron de la CNPA, cette situation est le résultat de défaillances dans l'entreprise nationale. «Nous sommes à une année du 50^e anniver-saire de l'indépendance de l'Algérie et le secteur économique du pays conti-nue à se chercher. Nous n'arrivons toujours pas à choisir un système de fonctionnement au moment où les entreprises nationales continuent de se substituer à l'importation. L'Algérie, avec toute sa superficie territoriale et ses moyens financiers, compte uni-quement 500 000 entreprises de diffé-rents secteurs (PME, PMI, sociétés nationales, privées...) par rapport au Maroc qui dispose de 1,5 million d'en-treprises», a-t-il soutenu.

Naït Abdelaziz, qui estime que cette situation ne peut continuer, appelle à l'engagement d'un débat sérieux et la tripartite attendue pour septembre prochain sera l'occasion de mettre le holà. «Il faut absolument arrêter la politique des constats et agir. Il faut avoir le courage de dire ce qui ne va pas et à quel niveau et sur-tout définir réellement le rôle du sec-teur public qui se cherche encore. Arrêter aussi de prendre des déci-sions à pied levé pour essayer après de rectifier et se rattraper», a-t-il ajou-té, non sans avouer que l'économie algérienne souffre de problèmes de gouvernance et de transparence.

Enfin, le président de la CNPA dit ne pas comprendre pourquoi l'entre-prise publique se perd dans la gestion des problèmes anodins de tous les jours au lieu de se consacrer à l'inno-vation, la recherche, la création de richesses et d'emplois. **M. M.**

SOCIÉTÉ MIXTE DU TRAMWAY DE LALLELIK (ANNABA)

Les travaux seront lancés en septembre 2011

L'accord de partenariat entre Ferrovia et le groupe français Alstom pour la construction d'une unité de montage maintenance et entretien de tramways à Lallelik, commune d'El Bouni, wilaya d'Annaba, est en bonne voie.

Les travaux de réalisation de l'infrastructure devant servir de siège à cette société mixte algéro-française dénommée Cital, seront lan-cés en septembre prochain, selon des sources proches du dossier. Il s'agit d'un bâtiment admi-

nistratif et des hangars abritant les ateliers qui seront érigés sur le site de Ferrovia, un choix ayant reçu l'aval du ministre des Transports, Amar Tou, lors de sa dernière visite à Annaba. 2, 2 milliards de dinars constituent le capital de cette société. Il est réparti entre la française Alstom, l'un des leaders mondiaux de matériel ferroviaire, à hauteur de 49%, et l'entreprise Ferrovia avec 46% et l'Entreprise du métro d'Alger avec 5%, soit 51% pour la partie algé-rienne.

Les négociations qui ont abouti à la conclu-sion de ce partenariat ont été facilitées par l'oc-

troi à Alstom de l'ensemble du marché relatif à l'introduction de ce moyen de transport en Algérie, avec une intégration algérienne allant jusqu'à 30 % en 2013, date de la sortie de la première rame de tramway montée à Lallelik. A tout seigneur tout honneur, la capitale a été la première à bénéficier de ce mode de transport moderne.

La première ligne du tramway a d'ailleurs été mise en circulation récemment à Alger. Elle sera suivie par Oran et Constantine, où les tra-vaux avancent à des rythmes différents, plus favorables pour El Bahia que pour la ville des

Ponts, et ce, en raison du relief accidenté de cette dernière. Une fois toutes les lignes de ces trois villes mises en circulation à l'horizon 2013, la société mixte entreprendra à partir de l'année 2014 l'introduction du tramway dans une dou-zaine d'autres villes d'importance plus ou moins égale.

Parmi ces dernières, on peut citer Annaba, Sétif, Batna, Tlemcen, Blida, Mostaganem, Ouargla, Tizi Ouzou et Béjaïa. 300 emplois directs sont prévus pour ce projet quand il aura atteint sa vitesse de croisière.

A. Bouacha

BOUTEFLIKA AUDITIONNE LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

La croissance du secteur estimée à 7,7 % en 2011

La croissance de la production agricole pour 2011 est estimée à 7,7%. C'est ce que relève l'audition dimanche soir du ministre de l'Agriculture et du Développement rural par le président de la République.

Selon le communiqué diffusé, «l'analyse tendancielle indique un accroissement régulier de la production nationa-le pendant les dix dernières années». Ainsi, si la forte crois-sance enregistrée en 2009 avait été tirée principalement par la production exceptionnelle des céréales, celle de 2010 (plus de 6%) l'a été par les résultats obtenus dans les marai-chages, l'arboriculture, le lait, les viandes et les légumes secs.

Pour l'année en cours, les prévisions de croissance se situent à 7,7%, selon le communiqué. En ce sens, le chef de l'Etat relève que «les résultats obtenus dans les différentes filières de large consommation sont encourageants et déno-tent qu'il existe des marges importantes de progrès et des réserves de productivité à valoriser».

Ces résultats «doivent être consolidés par un recours plus large et plus soutenu, notamment aux techniques modernes d'irrigation et d'exploitation», selon M. Boutefflika qui relève que «la diffusion du savoir et du savoir-faire scien-tifiques et techniques, la formation et la vulgarisation per-mettront de relever efficacement le défi majeur que consti-tuent des rendements et des productions durablement éle-vés».

Dans ce contexte, l'on relève «la mise en place du systè-me de régulation des produits agricoles de large consom-mation, qui a nécessité le développement de nouvelles capaci-tés d'observation des filières et la mise en cohérence d'un faisceau de mesures de différentes natures permettant non seulement la protection des revenus des agriculteurs et des éleveurs, mais aussi la constitution des stocks d'intervention aux fins de stabilisation des marchés».

D'où l'invite du chef de l'Etat au gouvernement à conso-lider le système de régulation des produits agricoles de large consommation et à l'élargir à tous les produits agri-coles et agroalimentaires. Voire, il appelle «tous les acteurs qui opèrent dans les secteurs agricoles, de l'élevage et des industries agroalimentaires à renforcer leur engagement dans le programme du nouveau agricole».

Et d'autant qu'il s'agit de libérer le pays de sa dépendan-ce alimentaire, les importations de céréales notamment ne cessant d'augmenter. **C. B.**